

a donc pas d'inflation nette. Voilà leur théorie.

J'ai entendu le député délibérer sur une motion d'initiative parlementaire, en vertu de laquelle il allait porter immédiatement les pensions à \$125 par mois, sans évaluation des moyens, et incorporer le supplément de revenu garanti à la pension de base. Il allait réduire immédiatement à 65 ans l'âge des bénéficiaires. Je n'ai pas recouru dans mes calculs aux subtilités peut-être utilisées par le député et il n'y a pas de montant d'indiqué dans le discours d'approbation du député de Perth, ancien ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—les dépenses supplémentaires s'élevaient à environ 750 millions de dollars. Selon toute apparence, ce député n'a rien à redire à mes chiffres.

Les dépenses de la Caisse de sécurité de la vieillesse s'élèvent à environ 1.5 milliard, et elles augmenteraient d'un coup de moitié, ou presque. Monsieur le président, nous devons tenir compte des questions prioritaires et je vous signale, à vous et aux députés, que le programme soumis par le député de Winnipeg-Nord-Centre et les membres de son parti est un programme inflationniste. Tout d'une haleine ils nous parlent d'un programme de recherches en vue d'établir des pensions équitables et de contrecarrer l'inflation.

Nous n'avons pas besoin de recherches aussi considérables, à en juger d'après le discours prononcé hier à Victoria par M. Rasminsky, gouverneur de la Banque du Canada. Il a signalé les dangers imminents de l'inflation et la nécessité pour le gouvernement d'assumer ses responsabilités dans le domaine fiscal.

Il faut être de droite pour parler ainsi, dit-on. D'autres rapprochements viennent à l'esprit quand il faut songer aux conséquences inflationnistes et que le gouvernement doit présenter maintenant un programme qui n'aggrave pas l'inflation. Qu'il me soit permis de signaler que le programme du député jetait de l'huile sur le feu en prétendant que c'était la façon la plus rapide de l'éteindre. Si le programme présenté à la Chambre par lui et les membres de son groupe était adopté maintenant, il aurait des conséquences inflationnistes très graves, c'est certain. Il deviendrait de plus en plus essentiel d'accroître la recherche, de trouver d'autres moyens de verser une pension de base et de contrebalancer l'inflation. C'est difficile, on est pris dans un cercle vicieux. Il semble qu'il n'y ait pas moyen d'en sortir.

Quand on examine les moyens d'assurer les services de santé et de bien-être social, et nous sommes d'accord qu'il le faut—nous ne sommes pas satisfait de cet état de choses—il faut songer aux conséquences inflationnistes. Nous ne prétendons pas que le programme que nous avons présenté est la solution définitive. Nous savons tous qu'il reste encore beaucoup à faire.

Personne n'y tient davantage que le ministre lui-même qui a présenté les crédits à la Chambre. Il n'y a pas de moyen magique qui nous permette de trouver les 700 millions de dollars qu'il faut pour donner suite au projet de résolution présenté en toute bonne foi par le député. Il n'y a pas de moyen qui nous permette de nous occuper de tous les programmes que le député de Simcoe-Nord nous a décrits fort habilement. Il n'y a pas moyen de mettre en œuvre tous les programmes que nous voudrions tout en nous en tenant aux exigences du président du Conseil du Trésor, dont la Chambre a été saisie, compte tenu surtout des propos du gouverneur de la Banque du Canada sur l'évolution actuelle de l'économie canadienne. Il en est de même des mesures qu'on nous conseille de prendre dans une sphère plus étendue, et qui visent à équilibrer les stimulants de croissance et l'amélioration du revenu national, et de quelques mesures propres à réduire l'inflation et à stabiliser les prix.

Lors de la dernière campagne électorale, le candidat conservateur et le candidat néo-démocrate de ma circonscription ont pris à peu près la même position sur cette question. Ils étaient tous deux d'accord sur le genre de résolution qu'avait présentée le député de Winnipeg-Nord-Centre, appuyé par le député de Perth. Le premier a défendu la mesure à la Chambre récemment. Ils ont alors dit qu'ils étaient contre l'inflation et ils ont promis de la combattre. Ils ont souligné la nécessité d'appliquer une énergie et des ressources considérables à la stabilisation de l'économie, afin que les personnes âgées qui touchent un revenu fixe et une pension de retraite n'aient pas à souffrir cette grave injustice ni la dévaluation de leurs moyens de subsistance à cause de la majoration des prix. Du même souffle, ils ont prôné des programmes qui augmenteraient l'inflation à un point presque inimaginable.

Lorsque nous étudions les crédits dont nous sommes saisis, ayons, pour l'amour de Dieu, de la suite dans les idées. Un groupe de députés nous conseillent d'accroître nos dépenses